

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 246
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
18 juin au 8 juil. 1977

C'est le capitalisme qui crée les tensions, c'est de leur développement qu'il périra !

Plus le capitalisme dure, et plus s'approfondit le fossé entre la classe bourgeoise et la classe ouvrière qui, bien qu'elle produise toutes les richesses ne reçoit qu'une part toujours plus faible de ces dernières ; plus se creuse également l'écart entre le petit groupe de pays riches

qui concentrent toujours plus de ressources et de luxe et l'immense masse des pays pauvres, toujours plus endettés, toujours plus dépendants, toujours plus misérables, et ce d'autant plus qu'ils deviennent plus capitalistes et plus productifs.

Plus le capitalisme résiste à sa mort inéluctable et plus grandit la disproportion entre la formidable capacité de production d'une machine économique ultra-moderne et la capacité d'absorption d'une société bridée par les rapports antédiluviens du marché ; ce qui provoque périodiquement le conflit ouvert entre les forces productives trop grandes et les rapports de production trop étroits et trop vieux, conflit qui se manifeste dans des crises catastrophiques du capitalisme, qui balaient en un tournemain les petits avantages patiemment grignotés par la classe exploitée à l'heure de la « prospérité ».

Plus l'alternance de ces cycles barbares accélère ses rythmes démentiels, et plus brutalement des masses toujours plus grandes de paysans sont arrachés à leurs terres, plongés dans la misère, transformés en prolétaires, déportés dans des usines et des pays toujours plus éloignés ; plus la pression sur le salaire est forte, plus l'intensité du travail devient odieuse, plus le despotisme d'atelier et l'insécurité deviennent insupportables. Mais, en même temps, plus le capitalisme foule aux pieds les barrières existant entre les nationalités, les sexes, les races et les âges pour façonner une classe habituée aux privations, à la dure discipline des bagnes

industriels, plus le mécanisme inexorable du capital concentre cette classe exploitée et durement opprimée, nécessairement poussée à lutter et à s'organiser ne serait-ce que pour limiter la pression fantastique qui s'exerce sur elle. Et plus se gonflent l'armée, la police et la bureaucratie destinées à combattre ces effets révolutionnaires, plus grandit aussi le potentiel de révolte de la classe des prolétaires, plus forte est sa concentration dans des usines et des villes immenses, plus considérables deviennent ses moyens de lutte et donc plus larges les bases de sa puissance et les conditions de son émancipation.

Plus le capitalisme poursuit sa course haletante, et plus menaçants deviennent les déséquilibres entre les capitaux et les entreprises, entre les branches industrielles et entre les pays ; plus la concurrence entre les grands trusts se transforme en course aux matières premières, aux débouchés pour les marchandises et les capitaux. Plus fortement cette spirale entraîne la société, et plus, dans le même temps, la concurrence commerciale, économique et financière se transforme en concurrence militaire, en course aux armements et aux zones d'influence, en chasse aux places stratégiques. Mais, parallèlement, plus lourd est le poids du

DANS CE NUMERO

- Vicissitudes de l'Italie de l'après-guerre (2).
- La France, gendarme de l'Afrique.
- Sur la riposte à l'assassinat de Reims : un tract du Parti, une polémique avec LO.
- Grèves : travailleurs du nettoyage de la RATP, Fonderies d'Authion.
- L'Etat russe est bien un Etat bourgeois !

militarisme impérialiste sur les épaules du prolétariat des grandes métropoles et sur les colonies, les semi-colonies et, en général, sur les Etats plus petits ; plus mûrissent les conflits de classe tandis qu'augmente le potentiel de révolte anti-impérialiste ; plus vite grandit aussi la disproportion entre la puissance militaire des Etats et leur puissance économique et financière, plus sûrement s'accroissent les conditions de la transformation de ces antagonismes en un conflit militaire ouvert.

(suite page 2)

Après Reims

Non contents d'avoir freiné nationalement toute riposte réelle à l'assassinat de Reims, les partis « ouvriers » et les directions syndicales opportunistes sont en train d'en faire... un moyen de plus de saboter les grèves, malgré l'émotion et la colère ouvrières.

Aux Verreries Mécaniques Champenoises, la grève avec occupation avait succédé à 15 jours de grèves tournantes, après le licenciement de 2 délégués syndicaux. Le 1^{er} juin, précédant les tueurs de la CFT, les flics avaient chargé et matraqué les piquets de grève le matin (femmes comprises), et les manifestants qui protestaient l'après-midi (8 blessés).

Après la mort de Pierre Maître, les bonzes CGT ont sorti tout leur arsenal d'éteignoirs habituels (votes répétés, demande de vote à bulletins secrets) pour essayer d'imposer, selon la formule rituelle, la « continuation de la lutte sous d'autres formes à l'intérieur de l'entreprise », c'est-à-dire le retour à l'ordre. Ils ont eu le culot de présenter comme une victoire appréciable le 13^e mois (déjà promis par le patron en 71 et jamais touché !) et le paiement d'UN jour de grève, celui du 6 juin, sur lequel l'Humanité fait ce commentaire obscène : « le fait que (la direction) ait accepté de payer la journée de grève de lundi où les travailleurs sont allés protester contre l'attentat dont ils venaient d'être victimes est sans doute un symbole du recul de la direction sur les libertés syndicales » (L'Humanité du 9-6-77). Dire cela, c'est couvrir en fait les grossières manœuvres faites par le patronat pour se blanchir et les larmes de crocodile de la bourgeoisie et de son Etat qui nourrissent et entraînent les nervis CFT !

L'effervescence suscitée par l'agression a empêché la CGT de réussir immédiatement son sale boulot. Dans un deuxième temps, plus insidieusement, les bonzes sont parvenus à présenter comme le nec plus ultra de la lutte le fait d'attendre les obsèques pour reprendre le travail.

Ce jour-là, pendant que l'évêque enrobait la colère ouvrière du miel de la collaboration (suite page 2)

Vicissitudes de l'Italie de l'après-guerre (2)

(Le début de cet article a paru dans le numéro 245 du « Prolétaire ».)

Il faut parler maintenant brièvement du mouvement politique et revendicatif qui, en Italie, a été généralement supérieur à celui des autres pays, ce qui a souvent conduit à des conclusions politiques exagérées.

En particulier après la période du « miracle économique », c'est-à-dire après 1964, le mouvement revendicatif a connu un élan important, qui a culminé en 1969. Ce qui a rendu ce « miracle » possible, c'était en effet les bas salaires. La classe ouvrière a donc frappé avec énergie pour obtenir une compensation pour le dommage subi. Mais la direction des syndicats, attentive dès lors à ne pas entraver les possibilités du « développement », réussit à empêcher tout débouché unitaire au mouvement revendicatif avec la fameuse stratégie des luttes « articulées » et en faisant dépendre les accords des possibilités des différents secteurs, catégories, et même régions particulières.

L'explosion de 1969, qui s'est produite après une reprise économique, a représenté essentiellement une riposte ouvrière à ce type de lutte syndicale, même si on y a vu se mêler les mouvements d'autres couches, de plus en plus nombreux et sans perspective politique propre, comme celui des étudiants, ce qui est un phénomène qui s'est produit aussi dans d'autres pays capitalistes.

C'est à partir de ce moment-là que se développent des mouvements politiques qui veulent réaliser un mouvement révolutionnaire en combinant les deux grandes poussées : la « contestation » dans l'enseignement et le mouvement revendicatif ouvrier. En Italie, plus qu'en France, l'attention se tourne vers la classe ouvrière et une tendance typiquement ouvriériste se fait jour qui, sans « médiations » compliquées, veut parvenir à l'affrontement décisif avec le pouvoir en partant de la lutte dans les usines. C'est à

ce courant qu'appartient, entre autres, Lotta Continua.

Une autre composante, plus politique reflète les difficultés rencontrées par les grands partis ouvriers traditionnels pour répondre aux deux phénomènes les plus saillants de ces années-là : la contestation étudiante et en partie ouvrière et la rupture entre la Chine et la Russie, suivie plus tard par la « révolution culturelle ». C'est le grand moment du maoïsme rénové, par rapport à ses premières manifestations « antirévolutio-nnistes », dans un sens parfaitement stalinien, avec une greffe de « révolution culturelle » en Occident : la scission du Manifesto d'avec le PCI mûrit avec ce nouveau « point de référence » et la leçon que certains tirent de l'histoire de ces années, c'est l'art de greffer sur le mouvement ouvrier occidental une garantie anticentralisatrice et antibureaucratique. Bien que « justifié pour son époque », le léninisme serait définitivement liquidé par l'histoire. *Avanguardia Operaia* se rattache également à ce courant qui partit du trotskysme dans ses versions pro-chinoises et pro-étudiantes avant de faire l'expérience (une expérience développée certes avec une certaine habileté « pratique ») d'un mélange Lénine-Mao-mouvement étudiant, où les diverses composantes furent périodiquement modifiées.

Depuis le début ce qui est commun à tous ces mouvements c'est l'énorme surestimation non seulement d'eux-mêmes mais de la situation, et des années 1968-69 en particulier. A ce moment-là une brèche s'est ouverte dans le monde capitaliste et en même temps est apparue une nouvelle voie pour l'émancipation de classe. Avant, le réformisme ne pouvait pas être objectivement dépassé. En pratique, il avait une justification historique, ce qui veut dire aussi une utilité historique. C'est seulement à ce moment-là que peut se produire une rupture avec lui. L'histoire qui a précédé retombe dans un passé obscur dé-

pourvu de toute leçon importante pour aujourd'hui. Le stalinisme lui-même est acquitté pour la période précédente et sa fonction révolutionnaire est mesurée à la réponse qu'il sait donner au mouvement, surtout étudiant. Ce qu'écrivait en 1972 Rossana Rossanda (*Manifesto* du 14 mars 1972) sur la façon dont s'était posée « la question Staline » dans le PCI après le XX^e congrès et à l'époque des événements de Hongrie, est typique. Pour ne pas tomber dans une analyse « trotskyste stérile » ou « dangereusement social-démocrate », « il ne restait aux camarades qu'à se serrer les coudes dans la tempête, laisser passer, miser sur l'habileté de Togliatti (sic !) et la force d'un parti qui désormais était en train de sortir des pires années de réaction patronale ». Il fallut la révolte étudiante et la révolution culturelle en Chine pour ouvrir les yeux de ces camarades confiants en Togliatti et les sauver de la tentation du « trotskysme stérile ». Il fallut ensuite la perspective d'un gouvernement de gauche pour les ramener dans les bras du réformisme dont ils croyaient et croient s'être libérés. Dans ces oscillations continues, qui sont fonction de l'« imprévisible », la seule chose fixe c'est l'absence d'une doctrine, d'une analyse qui ne soit pas purement contingente, d'un cadre unitaire d'explication des phénomènes. Le reste est mobile et fluide comme les sables mouvants.

Il faut dire qu'une fois passées les premières illusions, de nombreuses corrections furent apportées aux premières analyses. Au fond il reste néanmoins que la classe ouvrière est engagée dans un mouvement révolutionnaire, que le réformisme n'y a plus sa place et que le processus va objectivement vers la fondation du parti révolutionnaire entendu comme « pot-pourri » des diverses tendances du « courant révolutionnaire » et le couronnement de ce processus c'est la coalition électorale PDUP, AO et LC.

Tout le monde s'est posé le problème du

parti après le reflux de 1969. Une chose au moins était claire : sans une direction politique non éphémère il était impossible de tirer quoi que ce soit des événements et tous les mouvements ont cherché à donner une réponse à cette question. Cette réflexion aboutit en fait à une redécouverte de la nécessité du réformisme de la part d'un mouvement complètement velléitaire. En tous cas ce qui apparaît comme certain c'est que le réformisme des autres (c'est toujours celui des autres !) est un allié et non un ennemi, comme on l'avait cru.

Ceci à plus forte raison au niveau syndical où en 1969 avaient surgi des organismes autonomes par rapport aux directives des syndicats, où du reste, la gauche syndicale officielle est représentée depuis longtemps par les militants du PDUP. Et AO rejoint ici aussi les positions du Manifesto, liquidant ainsi complètement son autonomie.

L'histoire récente tient dans le programme de *Democrazia Proletaria* : la constitution d'un « gouvernement de gauche », PCI-PSI est la condition de tout pas en avant dans un sens révolutionnaire, par opposition avec le projet de ces deux partis de former un « gouvernement d'urgence » avec tous les partis de l'arc constitutionnel (à l'exclusion uniquement du MSI). La victoire serait que les élections réussissent à arracher le PCI à ses amours avec la réticente DC. L'idéal c'est un gouvernement de gauche avec la participation de DP dont le parlementarisme est donc poussé jusqu'à la participation au gouvernement, qui se transformerait évidemment en « phase de transition » vers le socialisme.

Le gouvernement de gauche a aussi un programme suggéré par le zèle de nos héros de DP à ses futurs composants qui font la sourde oreille : il s'agit d'accroître les investissements pour réduire le chômage, de faire sortir l'Italie de l'OTAN sans tomber

(suite page 3)

Après Reims

(suite de la page 1)

de classe, que le PC et le PS transformaient Pierre Maître en « mort pour la France », toutes classes confondues, le service d'ordre du cortège cognait sur les « provocateurs » coupables d'avoir levé le poing et commencé à chanter l'Internationale. Tout fier, René Andrieu citait dans l'édition de L'Humanité du 8-6 le satisfecit accordé par le journal bourgeois les Echos, pour qui « une municipalité communiste est même considérée comme une garantie de paix sociale », et le maire PCF de Reims, Claude Lamblin, se défendait de toute partialité en faveur des ouvriers, rappelant son souci essentiel, le « développement économique en relation avec toutes les parties intéressées, y compris bien sûr le patronat ».

L'opportunisme s'est révélé une fois encore un maillon indispensable et actif dans la chaîne de fer : Etat bourgeois — flics — milices patronales et curés forgée pour contenir les luttes ouvrières. Mais il a eu à lutter contre la réaction des prolétaires, l'émotion soulevée par l'attentat, le sens de la solidarité qui s'était déjà manifestée entre les diverses entreprises de la région (un des blessés du piquet de grève venait de BSN), cette solidarité de lutte que l'opportunisme craint comme la peste, et à juste titre. Car ces liens de classe, même rudimentaires, sont une des conditions qui permettront à la matière inflammable accumulée dans les rangs ouvriers de se transformer en force réelle : mais il faudra aussi et en même temps que les prolétaires renforcent et consolident le réflexe de méfiance qu'exprimait très bien le 8 un ouvrier des Verreries face aux bonzes : « C'est malheureux, on est obligés de faire pression sur notre syndicat pour obtenir gain de cause » ; pression qui serait encaissée par l'opportunisme si, à côté d'elle, ne s'organisait dans la lutte une avant-garde capable de prendre la direction de la lutte quand l'opportunisme la perd, au lieu que la trahison de ce dernier ne brise le mouvement. C'est dans ce sens que travaille notre parti.

Le chemin de la reprise de classe est long et pénible. Les lueurs par lesquelles la lutte d'aujourd'hui éclaire l'avenir sont au prix de la mort et de la mutilation de camarades, et cette route que la classe ouvrière a encore du mal à reprendre sera jonchée d'innombrables victimes. C'est le prix terrible qu'il faudra payer pour l'émancipation prolétarienne, mais il faut l'accepter, ou renoncer même à se défendre.

C'est le capitalisme qui crée les tensions

(suite de la page 1)

Mais qu'importent ces puissants déterminismes matériels, qu'importent ces vérités prosaïquement terre à terre aux idéologues de la démocratie éternelle, immobilisés dans l'éther intemporel de l'harmonie sociale ! Du haut de leurs tribunes parlementaires ou syndicales, de leurs chaires d'église ou d'université, ils se consolent de l'irréalité du rêve de la concorde entre les classes avec lequel ils pensent quotidiennement les plaies du prolétariat par cette accusation dérisoire : « c'est le gouvernement qui crée les tensions » ! Non, pas plus en France qu'en Italie ou ailleurs, il n'existe de « stratégie de tension ». Ce qui est vrai, c'est que plus le capitalisme survit à lui-même, et plus il développe toutes les tensions, plus il tend à les transformer en conflits ouverts.

Risible et infâme idéologie pacifiste infectant le prolétariat dont le symbole pourrait être l'homélie de ce prêtre ouvrier, délégué CGT, prêchée à Reims pour l'enterrement d'un ouvrier assassiné, où fut dénoncée la violence en général et vanté l'amour du prochain ! Sainte horreur de la violence entre les classes ! Mais Pierre Maître n'est-il pas un des innombrables morts d'une guerre qui ne pourra finir que par le renversement violent de la bourgeoisie et l'édification de la société communiste ?

C'est l'idée petite bourgeoise stupide qui germe dans les cerveaux d'une aristocratie et d'une bureaucratie ouvrières, gavées des miettes tombées de la table des festins impérialistes, miettes qui ont permis d'amortir momentanément les conflits de classes en paralysant l'ensemble du prolétariat ; c'est la peur sacrée à l'idée que ces petits privilèges puissent s'envoler qui pousse les larbins à reprocher au capitalisme d'être tout simplement le capitalisme et de créer la lutte de classe ! Cette peur viscérale de la lutte de classe devient une haine hystérique chez les bonzes syndicaux et les chefs opportunistes dont la fonction est précisément la conciliation des intérêts de classe, la discussion, la négociation permanente. A quoi serviraient-ils en effet, ces gens-là, si la lutte se révélait — comme elle doit le faire — nécessaire aux larges masses

prolétariennes ? La classe ouvrière se passerait alors de leurs services. Quant à la bourgeoisie, elle n'aurait plus besoin d'eux.

Mais quelle est donc la « grande idée » de ces chevaliers de l'amour du prochain pour combattre les « tensions » qui, se lamentent-ils, « montent » dans la société ? Leur recette miracle, c'est l'Etat ! L'Etat n'est pas pour eux « le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont inconciliables » (Engels). Ils n'ont que mépris pour cette idée que « l'Etat ne pourrait surgir, ni se maintenir, si la conciliation des classes était possible » (Marx). Pour eux, « professeurs et publicistes, petits-bourgeois et philistins, l'Etat a précisément ce rôle de concilier les classes » (Lénine).

L'Etat ne modère nullement les conflits de classe ; il intervient dans ces conflits en retirant à la classe exploitée les moyens et procédés de combat les plus efficaces, les armes. L'Etat donne le monopole de la violence à la classe qui le tient en mains. Et n'est-ce pas ce principe que respectent les partis de gauche et les bonzes syndicaux quand, devant les violences commises par les milices patronales, ils en appellent à la police ? N'est-ce pas devant l'ennemi de classe qu'ils se prosternent quand, devant les violences perpétrées par la police, ils en appellent au respect de la loi ? Or aucune loi ne peut supprimer la violence qui jaillit nécessairement de toute la vie de la société bourgeoise.

Que la classe ouvrière en vienne à se laisser bernier — comme c'est hélas le cas depuis des décennies — par l'idée du non recours à la violence, cela n'entraîne nullement que la bourgeoisie renonce à la sienne : l'armée et la police restent dans les casernes, mais toujours prêts à intervenir. La violence légale suffit alors contre quelques groupes d'ouvriers combattifs qui n'ont pas compris les joies que procure le fait de tendre la joue gauche. Car en fait, pour un commando fasciste qui tire aujourd'hui sur un piquet de grève, combien de grévistes sont expulsés manu militari, combien d'ouvriers sont quotidiennement frappés, expulsés, parce qu'ils ont le malheur d'avoir une autre nationalité ? Et combien meurent chaque jour légalement d'accidents

du travail, de la violence mécanique de l'exploitation ? La bourgeoisie peut même se permettre des mesures démagogiques prononcées par la justice, qui peut se payer le luxe d'apparaître au-dessus des classes, en faisant mine de punir les hommes de main qui ont utilisé la violence anti-prolétarienne mal à propos.

L'immense stabilité de cette forme de domination bourgeoise fondée essentiellement sur la violence potentielle — et non cinétique —, sur la violence en puissance, et non en acte, est due au fait que la lutte prolétarienne est détournée de l'objectif de l'Etat et, pire, que les différents clans prolétariens élémentaires peuvent encore s'épuiser dans le réseau complexe des innombrables lignes de défense mises en place par la démocratie et le réformisme social avant même de confier en une force de classe qui les intègre. Voilà l'essence de la démocratie (dont le pilier est l'opportunisme ouvrier), paravent derrière lequel la machine d'oppression de l'Etat se renforce quotidiennement, avec l'appui des représentants officiels de la classe exploitée. La charte des libertés du PCF ne promet-elle pas à son tour de renforcer encore l'arsenal juridique contre la violence « illégale », c'est-à-dire avant tout contre la lutte prolétarienne ?

Combien aveugles sont donc ceux qui, sous prétexte de « démasquer l'Etat » lui adressent des requêtes impossibles à satisfaire sans la destruction de cet Etat ou mensongères tant qu'il est en place — comme la dissolution de la CFT ou l'interdiction des milices patronales — sans voir que ces revendications contribuent à revaloriser l'opportunisme qui les agit, lui, précisément dans le but de cacher la nature de l'Etat, dans le but de masquer cette vérité que plus de démocratie signifie plus d'oppression.

Stupidité de l'immédiatisme qui, en se tournant vers l'opportunisme et en criant au fascisme à la moindre violence « illégale », ne s'aperçoit pas qu'il se découvre le derrière de manière à recevoir le coup de botte de... la démocratie !

Si, dans la résistance à l'offensive de la bourgeoisie et de son Etat, on ne combat pas les méthodes opportunistes, on compromet la riposte de classe aujourd'hui, on rend impossible la révolution.

Les bons prétextes de « Lutte ouvrière »

On sait que LO a refusé de se joindre à la manifestation parisienne appelée par la LCR, l'OCT et les CCA à laquelle se sont ralliés in extremis le PCR, et divers groupes anarchistes, et, verbalement comme il sied, le PSU, pour protester contre l'assassinat de Pierre Maître.

La raison officielle de LO est que la manifestation était de la « surenchère sur la même politique réformiste » (LO du 11-6). Certes, les mots d'ordre étaient pour le moins ambigus : alors que d'un côté une telle manifestation pouvait marquer une saine protestation contre le dérisoire arrêt général de travail de 5 minutes lancé contre « la violence en général » au nom du « peuple » en général et que l'on revendiquait justement l'autodéfense ouvrière, toutes les organisations ont emboîté le pas à l'opportunisme et couvert son mensonge réformiste sur la dissolution de la CFT, des SAC, et autres milices.

Mais précisément, n'aurait-il pas été du devoir d'une organisation véritablement révolutionnaire de prendre appui sur le besoin parfaitement juste auquel répondait cette manifestation pour y faire pénétrer une orientation juste ? Evidemment on ne peut pas attendre cela de LO. Pour notre part, c'est ce que nous avons essayé de faire, à notre échelle bien entendu, en diffusant un tract donnant notre indication de parti, et sans tenter de donner d'autre justification au fait que nous n'avons pas appelé à la manifestation que celle, évidente, de la faiblesse

de notre influence et, en particulier, de notre incapacité pratique à ce moment-là de faire une publicité suffisante pour y appeler.

Mais LO a eu besoin d'excuser son absence en expliquant qu'était mensonger le mot d'ordre de dissolution repris de l'opportunisme. Disons que l'utilisation d'arguments justes en soi pour justifier une position fautive est une seconde nature pour LO. Ce n'est pas la première fois que LO invoque la pureté révolutionnaire pour refuser la lutte réelle.

Mais ce n'est pas tout, les autres excuses valent leur pesant de moutarde moraliste : en appelant à cette manifestation, la LCR « contribue, selon LO, à faire accréditer l'idée que la manifestation est une forme privilégiée de lutte contre le fascisme » ! Mais, Messieurs, si on n'a pas la force de faire plus, il vaut mieux protester par une manifestation, car ne pas réagir du tout retarderait encore le moment où l'on pourra faire mieux.

C'est là qu'apparaissent les véritables mobiles de LO. Selon elle, en effet, la LCR « contribue à laisser croire que l'extrême-gauche isolée, peut prendre en charge le combat contre le fascisme ou les milices, en lieu et place des travailleurs ». Mais qui, messieurs les professeurs, accrédite de telles sornettes ? Seraient-ce la LCR et l'OCT, habituées à ne pas faire un pas avant que le prolétariat en ait fait deux ?

Pour LO, « il serait possible, en mobilisant l'ensemble des travailleurs d'exercer [sur les patrons] une pression telle qu'ils préfèrent abandonner ces activités ». Voici pourquoi la fameuse « grève » de 5 minutes a, selon nos savants raisonneurs, au moins le mérite de permettre « à l'ensemble de la classe ouvrière d'exprimer ses sentiments et l'a effectivement permis ». Le fait que ce soit derrière l'opportunisme n'est pas cette fois de nature à gêner nos puristes !

Voici donc les véritables raisons de l'attitude de LO :

1) le pacifisme gradualiste : selon LO la pression ouvrière pourrait contraindre la bourgeoisie à renoncer à la violence. Bravo !
2) la lutte doit être celle de toute la classe ouvrière, sinon LO renonce à la lutte pour prêcher. Rebravo !

Ces raisonneurs ont au moins une utilité : s'ils ne servent pas à la lutte prolétarienne, ils sont au moins capables de souffler ses arguments à un Bergeron... 12 juin 1977.

Riposte de classe ! Auto défense ouvrière !

Voici un des tracts diffusés par notre Parti en réponse à l'assassinat de Pierre Maître. Celui-ci a notamment été diffusé à la manifestation parisienne du 8 juin où, il va sans dire, l'orientation générale ainsi donnée rompaît avec l'état d'esprit général des organisations qui appelaient à cette manifestation.

★

Rien que dans ces dernières semaines, ont eu lieu le plastiquage de la Bourse du Travail de Grenoble, les violences policières contre les ouvriers de Roth à Strasbourg, l'envoi de chiens policiers pour protéger le travail des jaunes dans le métro parisien, les bagarres des VMC à Reims. L'assassinat de Pierre Maître s'inscrit dans le cadre de cette politique d'intimidation.

PROLETAIRES, CAMARADES !

La crise, provoquée par le déchaînement des contradictions capitalistes, pousse la bourgeoisie à exercer une pression toujours plus vive sur les conditions de vie et de travail des prolétaires.

La compression des salaires, l'extension du chômage et des licenciements, l'insécurité et la misère suscitent inévitablement une tentative de riposte ouvrière. Cette dernière est certes encore confuse et désordonnée mais elle devra devenir plus ample et plus massive demain.

C'est pourquoi, devant la peur que ne renaisse la force de classe du prolétariat, la pression économique de la bourgeoisie s'accompagne déjà d'une pression politique, essentiellement grâce à l'appareil de l'Etat.

Face à cette offensive, dans tous les pays, la classe ouvrière n'a d'autre solution que de se défendre en empoignant ses armes spécifiques de classe.

A la force de l'adversaire, elle doit opposer sa force à elle, à l'organisation de l'adversaire, elle doit opposer son organisation à elle, à la violence réactionnaire, elle doit se préparer à user de sa violence à elle, qu'elle doit subordonner aux objectifs de sa lutte collective de classe.

Les partis de gauche, faussement ouvriers et les directions syndicales à leur botte lancent des appels au calme, et en condamnant par principe la violence non officielle, privent la classe ouvrière de toute possibilité de résistance.

En même temps, sous prétexte que l'Etat et la police démocratiques seraient au-dessus des classes, ils contribuent à appuyer et à

renforcer les instruments de la violence bourgeoise qui, même légale, est dirigée contre la lutte prolétarienne.

C'est dans la mesure où l'opportunisme parvient à remplir sa sale besogne qui est de paralyser les réactions prolétariennes et à les canaliser dans une parodie de lutte pour le « refus de toute violence », dans un arrêt de 5 minutes offensant pour les victimes de la lutte ouvrière, que la bourgeoisie peut se permettre la démagogie d'un semblant de punition envers les Tramoni et les Leconte que non seulement elle suscite mais encore organise à l'ombre de son Etat.

Ce qu'il faut, c'est revendiquer contre les capitulations du réformisme et l'impuissance de la démocratie, dans les syndicats et dans toutes les organisations qui naissent de la lutte ouvrière :

LE PRINCIPE DE LA GREVE LA PLUS LARGE POSSIBLE AU MOINDRE ACTE DE VIOLENCE BOURGEOISE.

Ce qu'il faut aussi, c'est défendre l'existence dans toute lutte, de véritables piquets préparés à la riposte et l'ORGANISATION DE DETACHEMENTS D'AUTODEFENSE OUVRIERE !

Que soit apprise la leçon de la mort de Pierre Maître ! Vive la lutte de classe !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL,

8 juin 1977.

Sommaire du N° 11 (4 juin 1977) de

il programma comunista

- E' lo spettro della lotta di classe che turba l'ordine borghese.
- Le direttive di Hua Kuo-Feng.
- Il miraggio della scienza alternativa.
- Salgono le nubi tossiche della redditività capitalistica.
- La crisi non risparmià Israele.
- Africa : l'imperialismo pretende di stabilizzare cio' che ha reso e rende instabile.
- Barcellona, maggio 1937.
- Note sindacali.
- Nostri interventi.

Sommaire du N° 14 (mai 1977) de

Kommunistisches Programm

- Zum 50. Jahrestag des Massakers von Schanghai (April 1927) : Wie die chinesische Revolution zugrunde gerichtet wurde.
 - Die Thesen der kommunistischen Linke Der Kampf gegen die Stalinisierung der Komintern : Thesen von Lyon (1926).
 - Die Investition der Habenichtse.
 - Rundschau : Sozialisten und Eurokommunisten in Aktion - Die Gewerkschaftsreform in Spanien - Verlängerung des Lohnraubs in England - Individuelle Gewalt und revolutionäre Vorbereitung - Arbeiterkämpfe in Italien - Wachablösung in Indien.
- 52 pages, DM : 3, FF : 6.

La France gendarme de l'Afrique

Un précédent article a permis de montrer la formidable dépendance de l'Afrique vis-à-vis des pays impérialistes. Il faut ajouter que la crise internationale accentuée encore la subordination de ce continent.

La modification des prix des matières premières a en effet entraîné, malgré la hausse du pétrole et le progrès de ses ventes, un endettement accru de l'Afrique. Si le seul déficit de la balance des paiements courants des pays africains importateurs de pétrole s'est élevé à 9,7 milliards de dollars en 1975, il devrait atteindre 23 milliards en 1980, ce qui mettra à cette époque les pays d'Afrique en tête des pays endettés.

Un tel pactole financier, en provoquant la ruée des banquiers vers l'Afrique, doit accroître encore la concurrence entre les impérialismes. Si l'on ajoute le fait que la crise entraîne le retour de nombreux travailleurs dans leurs pays d'origine, on imagine l'accroissement de la pression économique de l'impérialisme sur les pays d'Afrique. Or cette pression économique doit à aussi s'accompagner d'une pression politique plus grande. Ce n'est pas pour rien que les deux pays relativement les plus endettés du continent ont connu des troubles : les émeutes de la faim du Caire ont dû être réprimées par la force, tandis que la révolte dans le Shaba a suscité l'intervention française, par Maroc interposé.

Mais l'Afrique n'est pas simplement victime de l'exploitation économique des grands rapaces. Elle a aussi le malheur de devenir une zone stratégique de première importance, non seulement à cause de ses richesses, mais surtout du fait que de nombreuses matières premières et le pétrole longent ses côtes pour ravitailler l'Europe et l'Amérique.

Prenons le pétrole : de 1965 à 1976, le flux de pétrole empruntant le canal de Suez est passé de 3 millions de barils par jour à 2 millions, celui transitant par le Cap de Bonne Espérance de 0,8 millions à 18 millions. Et la consommation européenne est de 18 millions de barils.

On voit que là aussi c'est l'Europe — et non l'Amérique — qui est la plus directement intéressée au contrôle de l'Afrique australe. Naturellement, la Russie et l'Amérique s'y intéressent vivement comme on sait. Mais, pour elles, et surtout pour la Russie, l'enjeu est autre. Il résulte de cette formidable évidence : Qui tient les routes de l'approvisionnement de l'Europe tient l'Europe ; qui tient ces routes peut espérer voir l'Europe tomber toute mûre dans son camp militaire (1).

On retrouve ici les termes de toute la politique internationale de l'après-guerre qui est déjà arrivée à ses extrêmes conséquences dans le continent asiatique et qui déplace

aujourd'hui son terrain en Afrique : il y a d'abord le recul des vieux impérialismes franco-anglais (sans parler du Portugal) ; il y a ensuite le fonctionnement du condominium des deux « superpuissances » pour éliminer les vieux colonialismes en profitant de leur faiblesse relative et en prenant appui sur les mouvements dirigés contre eux : c'est de cette politique que l'Afrique a eu un avant-goût spectaculaire avec Suez en 1956.

Dans ce jeu, les deux grands agissent d'ailleurs dans le cadre d'une Sainte Alliance pour maintenir le calme et tenter d'empêcher que leurs rivalités ne servent de brèche à l'irruption d'un mouvement anti-impérialiste radical ; il suffirait pour le prouver de rappeler les déclarations de Young parlant des Cubains comme d'un facteur de stabilité en Angola...

Car il y a enfin, comme conséquence des deux points précédents, la concurrence entre les « superpuissances » pour le repartage des pays laissés « vides » par la défaite des vieux impérialismes. Et là, Russes et Américains ont des atouts différents. Les Russes sont encore — de moins en moins il est vrai ! — aidés par une phraséologie politique revendiquant formellement — et sans aucun droit ! — le lien entre socialisme et mouvement anti-impérialiste, mais leur pénétration se cantonne encore essentiellement dans le domaine des zones d'influence militaire. Les Américains ont, eux, un autre atout : la puissance économique et financière et peuvent, pour cette raison, laisser les Russes faire suffisamment peur à la Grande-Bretagne et à la France pour que ces deux pays se jettent à ses pieds pour résister à la concurrence militaire de la Russie, et profiter économiquement des positions abandonnées par les Franco-Anglais et visées par les Russes : tel est le sens de la politique qui sévit aujourd'hui avec une particulière clarté en Angola (2).

Combien comique est donc la position des vieux impérialismes dans une telle situation ! Il faut dire que, d'un point de vue militaire, la France se trouve la plus disponible ; car l'Angleterre, outre le fait qu'elle dépérit économiquement, se trouve de nouveau aux prises avec une malencontreuse question irlandaise, ce talon d'Achille de l'impérialisme britannique, tant et si bien que la pénétration militaire russe lèse les intérêts français, militairement les plus considérables sur le continent. C'est le cas évidemment en Afrique du Nord et dans la corne de l'Afrique. Mais c'est le cas aussi en Afrique australe où, pour des raisons économiques aussi bien que stratégiques, la France cherche à pénétrer.

Si l'Angleterre a déjà résolu son problème

en donnant tout en prêt à bail à l'Amérique — même son orgueil de doyen des impérialismes —, la France se débat entre l'alliance avec l'Amérique pour les besoins de sa rivalité avec la Russie et la concurrence économique avec son allié.

Il est vrai que la marge de manœuvre de l'impérialisme français est faible et que le véritable fond de sa politique est de savoir à quel moment et à quel prix il pourra se vendre entièrement. Mais dire que l'impérialisme français agit essentiellement comme avant-poste de l'Amérique, c'est ignorer la dynamique des contradictions qui le secouent et qui devra provoquer encore de graves crises politiques dans ce pays.

Or le prolétariat ne pourra profiter de ces crises que s'il intervient de façon indépendante, que si sont coupés les ponts grâce auxquels il pourrait se porter au secours de la fraction qui rêve d'une autonomie de l'impérialisme français, bref que s'il est éduqué dans l'indifférence à l'égard de l'un ou l'autre terme du dilemme impérialiste de sa bourgeoisie. Le prolétariat doit en effet lutter contre tous les aspects de l'oppression, de la piraterie et de l'intervention de son impérialisme en Afrique. Ceci est d'autant plus important que, principale victime de la modification du statu quo sur ce continent, l'impérialisme français est poussé à s'en faire le gendarme.

Il s'ensuit dialectiquement une énorme responsabilité politique de la classe ouvrière française devant le prolétariat international. Honte aux partis et aux groupes « révolutionnaires » qui ne le comprennent pas et qui, par incapacité à combattre les effets catastrophiques de l'impérialisme dans la classe ouvrière, dont sont responsables avant tout les partis de gauche, laissent eux aussi les mains libres à l'impérialisme et font obstacle à l'union du prolétariat d'Europe et des masses exploitées d'Afrique et à la préparation de la révolution communiste mondiale.

(1) L'attitude russe en Méditerranée et dans la corne de l'Afrique n'est dictée que secondairement par cet objectif : l'essentiel est la question — vitale pour l'impérialisme russe — du contrôle du Canal qui à l'heure actuelle prolonge la vieille question des Dardanelles.

(2) Dans ce jeu, le rôle de la Chine, bien que secondaire, est manifeste : sa politique étant fondamentalement dictée par son antagonisme avec l'Etat russe, elle prend systématiquement le contrepied de ce dernier en Afrique et se trouve réduite à l'apologie des impérialismes occidentaux, en particulier de la France. Et, bien que la Chine ne soit pas réellement présente en Afrique, elle a joué un rôle important en démolissant et en paralysant par ses volte-face spectaculaires le mouvement anti-impérialiste sur ce continent.

Ils l'avouent : l'Etat russe est bien un Etat bourgeois !

Il serait peut-être intéressant de faire une étude complète du projet de la nouvelle Constitution de l'URSS qui nous parvient trop tard pour une étude détaillée. Mais, en tout cas, l'essentiel est déjà dit dans l'article premier : « L'URSS est l'Etat socialiste du peuple tout entier... »

Contradiction dans les termes pour le marxisme, puisque « l'Etat ne pourrait ni surgir, ni se maintenir, si la conciliation des classes était possible ». Un « Etat de tout le peuple » ou « du peuple tout entier » est donc déjà pour le marxisme quelque chose comme un cercle carré ! Si en plus il est « socialiste », alors... !

Rejet de la vision marxiste du passage au communisme, puisque dans celle-ci un Etat « du peuple tout entier » n'a pas de place : ni avant, ni après la dictature du prolétariat. Renversant la domination bourgeoise et détruisant l'appareil d'Etat capitaliste, le prolétariat s'érige en classe dominante en instaurant son propre Etat dictatorial. Celui-ci lui sert à imposer la destruction des rapports capitalistes de production, en particulier l'abolition du salariat et du marché, ce qui conduit à une société sans division sociale, sans classes et donc sans Etat. Loin de se transformer en Etat « de tout le peuple » (le peuple, qui est-ce ? demandait Engels) l'Etat prolétarien s'éteint à mesure que la division de la société en classes s'estompe.

Là où existe un Etat, existe donc une division de la société en classes irréconciliablement antagoniques. La théorie marxiste de l'Etat peut presque se condenser dans cette équation :

Etat = classes antagoniques et domination de classe.

L'Etat prolétarien reconnaît ouvertement et l'existence de cet antagonisme, et le fait qu'il incarne la domination d'une classe, le prolétariat. L'Etat bourgeois, par contre, nie farouchement aussi bien l'existence de classes inconciliables que le fait qu'il assure la domination du capital : il se prétend au contraire le défenseur de l'intérêt « général » du peuple tout entier. C'est là une constante caractéristique de tous les Etats bourgeois, au point qu'on peut poser une deuxième équation :

Etat du peuple tout entier = Etat capitaliste.

L'Etat issu d'Octobre proclamait sa nature de classe et son caractère dictatorial. La nouvelle constitution parachève la contre-révolution stalinienne et aligne le droit sur le fait : en se prétendant Etat démocratique de tout le peuple entier, l'Etat russe avoue sa nature de classe réelle : c'est un Etat bourgeois !

(suite de la page 1)

dans la dépendance de l'URSS, de garantir l'indépendance nationale... en utilisant le budget militaire actuel pour des investissements sociaux, de trouver de nouveaux débouchés dans les secteurs aujourd'hui négligés comme l'agriculture et les équipements sociaux, etc. Mais ce n'est pas ici le lieu de développer la critique de ce programme.

*

Il reste à donner quelques indications sur la base objective de ces changements assez considérables dans la scène politique en Italie (et du reste aussi dans d'autres pays).

Avec la fin de la seconde guerre impérialiste s'est ouverte une phase sociale marquée par la collaboration de classe pour la reconstruction et la « renaissance » du pays. Il est évidemment stupide de voir dans le PCI le « coupable » de la situation (dans les formations de gauche en Italie a cours la fable selon laquelle en 1945 l'alternative était : collaboration de classe ou révolution ; il s'agissait seulement — vous devinez ? — de convaincre le PCI... de choisir la seconde voie plutôt que la première) (1). Le fait objectif était que la classe ouvrière avait été privée de sa direction révolutionnaire internationale et — justement pour cette raison, et après les sanglantes défaites sur le plan du fascisme, du nazisme et du stalinisme — elle s'était laissée entraîner dans le gouffre de la collaboration dans la guerre. Si, comme tout le monde l'admet en pratique, des maoïstes aux « trotskystes », il ne s'agissait pas de boycotter la guerre mais d'aider au front anti-allemand comme ce fut le cas avec l'orientation politique successive à la chute de Mussolini, il est bien évident que l'on ne comprenne pas que le développement révolutionnaire dépendait de la possibilité de constituer un alignement des forces prolétariennes contre tous les belligérants, y compris la Russie.

C'est pourquoi notre mouvement, alors qu'il cherchait à rassembler ses membres encore épars, proclamait avant la fin de la guerre, en 1945, dans sa Plate-forme que : « l'exigence primordiale dans la situation mondiale présente est la réunion dans un organisme politique international de tous les mouvements locaux et nationaux qui se si-

Vicissitudes de l'Italie

tuent sans aucun doute ni hésitation en dehors des blocs pour la liberté bourgeoise et pour la lutte antifasciste en général, qui sont insensibles à toutes les suggestions de la propagande de guerre bourgeoise des deux côtés du front, qui décident de reconstruire l'autonomie de pensée, d'organisation et de lutte des masses prolétariennes internationales » (2).

Ne pas avoir compris ce point alors et ne pas le comprendre non plus aujourd'hui, a posteriori, cela signifie ne pas savoir lire la réalité de l'après-guerre qui prit sa source dans ce front de classe qu'alors on ne put même pas affaiblir. Les ruptures qui se font jour dans ce front sont de la plus haute importance et la capacité d'analyse se mesure à l'importance exacte qu'on sait leur donner. Mais, sans l'œuvre de forces politiques qui puissent féconder ces ruptures c'est une illusion d'attendre que ces dernières suscitent des mouvements considérés comme objectivement révolutionnaires indépendamment de leur orientation réelle envers les forces collaborationnistes.

La « reconstruction » du capitalisme au niveau mondial, troublée presque exclusivement par les luttes d'émancipation nationale dans les pays asservis par l'impérialisme occidental, a eu sur l'alignement des forces prolétariennes des conséquences encore plus terribles que celles que l'on pouvait prévoir en 1945. Le travail d'un petit nombre, dirigé vers la rupture ouverte du front de la collaboration est resté sans écho. Les gens habiles qui savent se faufiler avec des demi-vérités et qui se donnent comme tâche d'utiliser les organismes de collaboration de classe ont rencontré plus d'écho.

Mais en 1977, le problème essentiel n'a pas changé en substance : il faut travailler au renforcement d'une organisation qui sait qu'elle n'a d'autres alliés que le prolétariat en lutte dans les autres pays. Et cette conscience élémentaire fait à peine ses premiers pas.

Sans aucun doute, en 1969 s'est ouverte en Italie une phase différente de la phase précédente : celle d'une destruction lente, laborieuse, vouée à de continuel retours sur elle-même, des « modèles » qui se sont

imposés : le modèle platement bourgeois du « bien-être » — qu'il serait stupide d'ignorer comme base d'un embourgeoisement à des niveaux d'autant plus massifs que la classe ouvrière s'est trouvée désarmée idéologiquement face à un développement de l'économie sans précédent — et le modèle de l'opportunisme social-démocrate et stalinien, pacifiste (sur le front de la classe), collaborationniste, lié au sort de l'économie nationale et, par conséquent, de la « patrie ». A ce modèle est lié sa variante de gauche ou « centriste » (au moins dans les intentions) qui consiste à se servir « savamment » des organisations opportunistes, pour partir d'elles comme d'un tremplin pour la révolution. Ce « modèle » raffiné déclare : nous ne sommes pas des réformistes mais les réformes nous servent pour aller plus loin. Comme par exemple, le gouvernement de gauche. Ce sont là des « casemates », des fortifications sur lesquelles on combattrait pour la bataille finale. Ils ne comprennent pas, les pauvres, que ces casemates sont dirigées contre le mouvement prolétarien qui n'est armé que des paroles et des institutions des autres et qui, de plus, a l'illusion d'avoir déjà tout conquis. Le Portugal et le Chili sont des modèles tragiques dans ce sens : les « révolutionnaires » comptaient sur l'appui des réformistes au gouvernement qui, comme il est logique, les désarmèrent. Ainsi le mouvement fut étranglé, et les ouvriers organisés pour leur propre compte furent frappés inexorablement. La leçon qu'on en tire est cependant plus têtue que nous et vaudrait encore plus pour l'Italie car ce pays se réclame de traditions ouvrières glorieuses, ce qui est vrai aussi. C'est pourquoi les leçons devaient en être plus faciles.

Le réformisme en Italie désarmait le prolétariat même en 1922 quand le fascisme était en pleine offensive. Il a « reconstruit » l'Italie en collaborant avec les monarchistes et les prêtres. Il a livré, avec leur accord, le pays aux alliés maîtres du terrain, réclamant seulement un peu de clémence, et ensuite, quelques dollars aussi. Il est plus que jamais disposé à reprendre son rôle car il ne connaît que celui-là.

En Italie, comme dans tous les pays bour-

geois, la voie qui conduit aujourd'hui vers la révolution passe par bien d'autres « casemates ». C'est essentiellement la voie de la reconstitution d'un mouvement de classe autonome par rapport aux réformes, un mouvement ne serait-ce qu'immédiat qui ne concède rien aux « garanties » démocratiques, aux institutions qui n'ont plus rien à accorder d'elles-mêmes mais auxquelles il s'agit d'arracher des concessions pour un traitement moins infâme avant de les détruire. La formation de cette « casemate » est fonction de la radicalisation effective de la lutte de classe se matérialisant par sa tendance à sortir, et pas pour s'y laisser enfermer à nouveau, de la lutte pour la « rénovation » de l'appareil de domination ; et par la reconquête des positions de défense autonomes, comme les vieilles Bourses du travail, où les problèmes des ouvriers redeviennent les problèmes des ouvriers et non ceux de la gestion de la société avant que celle-ci soit aux mains des ouvriers révolutionnaires.

A celle-ci doit se souder l'autre ligne qui lui est nécessairement, indissolublement liée, et qui conditionne même l'existence non éphémère de la première : la ligne de la reconstitution complète, aussi bien théorique que pratique et organisationnelle, du parti de classe du prolétariat, trempé à la dure épreuve du temps.

(1) Ce qu'affirmait une brochure du GCR (IV^e Internationale) en novembre 1974 (Compromesso storico o governo operaio ?) est instructif. On y dit en effet que le PCI, en 1943-45, « choisit » (sic !) le désarmement des partisans, la reconstruction de la vieille armée réactionnaire, etc. Cela n'empêche pas l'auteur de cette brochure de se lamenter sur le fait que le PCI d'aujourd'hui ne vise pas « à dépasser les divisions actuelles au sein de la classe ouvrière, en l'unifiant autour d'un programme de lutte anticapitaliste, basé sur tous les besoins des travailleurs... ». Le problème est toujours de faire choisir au PC la voie révolutionnaire !

(2) Cf. Thèse 5, Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, p. 111-112.

— A NOS LECTEURS —

Les deux prochains numéros du journal paraîtront (au mois de juillet) avec une périodicité de trois semaines.

Vive la grève des travailleurs du nettoyage de la RATP !

Ils sont plus de 1.000 travailleurs, dont l'écrasante majorité sont des immigrés, employés par 6 entreprises de nettoyage travaillant, en sous-traitance pour la RATP, et subissent la pression et l'exploitation de deux patrons : ceux-ci leur imposent conjointement le despotisme et les conditions d'un travail harassant, et des salaires de misère ; plus encore, la sous-traitance alimente un système de vols, d'escroquerie et de rançonnement permanent, favorisé par l'extrême dénuement de ces travailleurs face à un patronat rompu à toutes les méthodes du capitalisme « évolué ».

Ils travaillent huit heures par jour, six jours sur huit, de jour et de nuit, dans la crasse et la poussière, avec des produits toxiques qui font « briller » le métro, mais qui brûlent les mains et les poumons. L'année dernière encore, dans l'entreprise n° 2, il n'y avait pas de journée de repos du tout, pour les autres c'était 1 jour sur 7.

Les patrons veillent à ce que la « sécurité » ne ronge pas leurs profits. Le travail se fait dans des conditions monstrueuses de sécurité : les fils électriques souvent à nu, aucun droit à des habits appropriés (gants et lunettes spéciales), échelles dangereuses, etc.

Les salaires varient énormément d'une entreprise à l'autre, d'un travailleur à un autre. En 1976, les ouvriers de l'entreprise n° 1 touchaient de 1.600 à 1.800 francs, ceux de la n° 4 de 1.200 à 1.400 francs. Des salaires de famine. Les augmentations réglementaires ne sont payées qu'avec plusieurs mois de retard. Les taux horaires ne correspondent pas au coefficient. On les vole aussi en ne tenant pas compte des heures supplémentaires des dimanches et jours de fête travaillés. On les escroque en ne leur payant pas les primes de nuit, de transport, de panier, ainsi que les compléments d'indemnité en cas de maladie. Il y a régulièrement des différences de salaire d'un mois à l'autre sans aucun motif. Le jour de la paie varie selon le « bon vouloir » des larbins du patron.

Lorsque les travailleurs sont malades ou en congé, au lieu de les remplacer, on en prend dans les stations importantes ; ainsi, 4 ouvriers se retrouvent à faire le travail de 6 ou plus. En outre, ils subissent le chantage des « petits chefs », auxquels ils doivent « cotiser » pour être embauchés, et même pour garder leur place.

À l'insécurité de tous les jours, s'ajoute la répression systématique contre les ouvriers combattifs, ou encore seulement parce qu'ils sont syndiqués.

La situation de ces travailleurs est d'autant plus critique qu'il s'agit, pour la plupart, d'ouvriers connaissant mal le français, que la dispersion géographique de leur lieu de travail est grande, que les patrons et leurs larbins attisent continuellement les divisions de nationalité et, surtout, que les organisations syndicales n'ont jamais réa-

lisé un travail quelconque d'organisation parmi ces catégories. Il est à remarquer que la CFDT de la RATP refusa de syndicaliser ces ouvriers en invoquant la raison qu'ils « n'avaient pas le même patron », et les renvoya au syndicat des intérimaires...

Depuis un an et demi, quelques travailleurs ont démarré un travail d'organisation et d'éveil parmi ces ouvriers effroyablement exploités. Essayant de surmonter des divisions d'entreprise, de lieu de travail, de nationalité, ces travailleurs ont commencé un travail de fourmi pour créer les conditions élémentaires de défense, d'organisation, de propagande et d'agitation. Pour la plupart affiliés à la CFDT, ils se sont appuyés sur l'organisation syndicale pour lui imposer des réunions de tous les travailleurs, l'élection de responsables ouvriers, une permanence hebdomadaire et la publication d'un bulletin d'information. Ils ont adopté une plate-forme revendicative, commune à tous les ouvriers du nettoyage, qui peut se résumer ainsi :

- application des conventions collectives,
- salaire minimum à 2.300 francs et 13 mois,
- dimanche et jours de fête travaillés payés à 100 %,
- salaire intégral pendant la maladie,
- embauche immédiate de personnel permanent supplémentaire,
- application des mesures de sécurité et d'hygiène.

Pour leur part, dans la lignée du syndicalisme de tapis vert, les bonzes de la CFDT ont eu recours à des négociations interminables en petits comités avec les patrons, puis à une « action en justice ». Face au caractère infructueux de ces « efforts », et à la poussée des travailleurs mécontents, les bonzes de la CFDT envoyèrent une lettre au directeur de la RATP où ils annonçaient un arrêt de travail de 24 heures pour le 23 mai, « si aucune négociation n'est ouverte avant le 22 mai » entre syndicats, entreprises de nettoyage et RATP. Devant le refus des négociations, ils menacèrent d'une grève pour le 31 mai.

C'est alors que les travailleurs décidèrent, lors d'une réunion, la grève illimitée jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Très rapidement, ils ont constitué un comité de grève et ont tenu quotidiennement une assemblée générale.

La CGT, majoritaire dans une des six entreprises, a exercé une forte pression physique sur les travailleurs pour les empêcher d'adhérer au mouvement, au nom « des usagers » et de « l'entreprise publique ». Déchirant leur carte syndicale, les travailleurs de cette entreprise affluèrent en masse vers leurs camarades en grève, adhérant à la CFDT et arrêtant à leur tour le travail.

En fait, dès le début du mouvement, une « ambiguïté » était sous-jacente dans les rapports entre l'UD-CFDT et les grévistes. Pour

la première, il s'agissait de « forcer » la négociation, un point c'est tout. Pour les seconds, il s'agit de mener la lutte jusqu'au bout, d'imposer leurs revendications. C'est pour cela que le syndicat, en déformant la décision des travailleurs, parle continuellement de « grève reconductible tous les jours » ; c'est pour cela qu'il n'organise aucune tentative de solidarité réelle et active entre travailleurs français et travailleurs immigrés en grève ; c'est pour cela que, devant les tentatives des patrons de faire travailler les jaunes sous la protection de la police, il n'organise aucune riposte de la part des travailleurs de la RATP, ni même à ce jour une information sérieuse dans cette entreprise pourtant « stratégiquement » importante dans ce conflit.

Pire encore. Dès le 9 juin, après une dizaine de jours de lutte exemplaire, la CDFT a essayé de casser la grève. Elle a commencé à faire pression pour une reprise partielle du travail en proposant le ramassage des « gros papiers », au nom de la « sécurité des usagers » et pour « éviter des incendies ». Les ouvriers réagirent rapidement avec une détermination farouche, et pour réduire les effets de la pression syndicale, nommèrent un comité de grève permanent comprenant les travailleurs les plus combattifs.

Devant cette détermination, les bonzes déclarèrent qu'ils « ne pouvaient plus assurer la sécurité des grévistes », comme s'ils s'en étaient préoccupés la moindre seconde auparavant. En outre, ils essayent de renouveler les membres du comité de grève pour écarter les plus combattifs. Finalement, ils ont tenté d'empêcher les initiatives des travailleurs français et de certaines sections syndicales d'apporter leur aide matérielle au comité de grève. Au lieu de mobiliser les ouvriers qu'elle influence pour faire avancer le mouvement, la CFDT n'a fait que s'adresser aux directions patronales et au syndicat CFDT... de la police pour protester contre la répression des grévistes !

Après deux semaines de lutte, la volonté et la détermination acharnée des grévistes est toujours sans faille, malgré les sacrifices immenses consentis par les travailleurs et les agissements des bonzes syndicaux. Ils ont un besoin pressant de la mobilisation décidée des travailleurs français, qui entraîne en particulier les travailleurs de la RATP. C'est une nécessité et une responsabilité impérieuse de classe. VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DU NETTOYAGE DE LA RATP !

Le 13 juin 1977.

SOLIDARITE !

Faites parvenir motions de solidarité et soutien financier des sections syndicales ou groupes de travailleurs au Comité de Grève des Travailleurs du Nettoyage, 67, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

Quatre semaines de grève aux Fonderies de l'Authion (Maine-et-Loire)

Un exemple de lutte sur un terrain de classe

Aux Fonderies de l'Authion (63 ouvriers, fabrication de tubulures en sous-traitance pour Peugeot et Renault) qui se trouvent aux Ponts-de-Cé dans la banlieue d'Angers, la grève illimitée a commencé le 5 mai pour l'augmentation des salaires, l'obtention de primes et la 5^e semaine de congés payés.

Depuis quelques mois, existe une section CGT qui va diriger la grève. Il y a environ 50 % de grévistes, mais les non-grévistes ne peuvent travailler que jusqu'au 11 mai, jour où le premier piquet est mis en place. Alors la production est totalement bloquée.

Pour faire des collectes dans les autres boîtes, les grévistes rédigent un tract d'appel à la solidarité, dont voici un extrait : « ... Nous avons besoin du soutien de tous pour vaincre. Donnez généreusement aux collectes que nous organisons pour pouvoir tenir et continuer la grève. Venez nous voir pour discuter et soutenir notre moral. Organisez des débrayages de soutien ».

Mais à la Bourse du travail, les bonzes CGT refusent de tirer le tract (les ouvriers voulaient le signer CGT et CFDT) et ils doivent donc se débrouiller par eux-mêmes. Pour la première fois, les chefs CGT montrent leur opposition aux grévistes des Fonderies.

Après avoir pris contact avec les sections syndicales des boîtes, les grévistes vont faire les collectes. Et dans une usine (Bull) elle n'a pas lieu parce que le bonze CGT l'a boycottée : « c'est une grève manipulée par un gauchiste » ! Et il refuse de faire distribuer leur tract.

En tout, la collecte aura rapporté environ 10.000 F. C'est bien, vu surtout le petit nombre d'ouvriers, et cela les a sûrement aidés à tenir, d'autant que contrairement à ce que pratiquent le plus souvent les dirigeants syndicaux, les délégués ont commencé à distribuer l'argent pendant la grève.

À la manif du 24, la collecte a eu lieu contre la volonté des dirigeants de la Bourse ;

et à la fin, ils ont refusé de donner la parole aux grévistes qui voulaient lancer un appel à la solidarité ; les ouvriers alors ont dû s'emparer du micro de force ; contrairement à cette trahison ouverte, le rôle du syndicat de classe est de mettre en œuvre tous les moyens pour que les luttes soient victorieuses. Des travailleurs d'autres entreprises sont venus apporter leur soutien actif au piquet de grève : pour faire céder les patrons, les ouvriers doivent employer leur force collective, et la classe ouvrière ne s'arrête pas aux murs de l'usine.

Le 27, les flics sont intervenus pour permettre aux jaunes de travailler. A regret, les grévistes les ont laissés rentrer, car un affrontement avec les flics aurait été dans la situation actuelle — une déroute.

Comme par hasard, les permanents CGT se sont déplacés ce jour-là, malgré l'heure matinale. Jusqu'alors, ils avaient refusé de soutenir les grévistes, nous allons voir maintenant leurs tentatives de sabotage.

Comme il se doit, ils ont commencé par discuter avec le patron. Et ils n'ont pas caché qu'ils venaient là parce que la grève était longue et dure. Ils ont poussé les grévistes à négocier, ils ont dit aux grévistes : « Vous êtes minoritaires [ils ont même compté les grévistes présents !], vous êtes manipulés par des gens de l'extérieur, il suffit de voir tous ceux qui ne sont pas de la boîte ! » Bravo, messieurs, vive la solidarité !

Mais plusieurs ouvriers ont riposté violemment : « vous êtes venus pour nous faire reprendre comme en 72 » ! Un ouvrier d'une autre usine a ajouté : « et nous c'était en 75 ! » Les bonzes n'ont aucun appui dans la boîte, le patron est le seul à réclamer leurs bons offices !

Après le long week-end de la Pentecôte, les grévistes tiennent encore — malgré le découragement de certains —. Et le mardi, le patron, en situation difficile devant ses

clients annonce qu'il a de nouvelles propositions à formuler. Après avoir refusé le « secours » de l'UL CGT pour la négociation, les délégués des grévistes vont cuisiner le patron toute la journée. Le soir le patron aura lâché :

- augmentation de 50 % des primes de vacances et de transport ;
- 2 jours de congés payés supplémentaires ;
- paiement des heures de grève à 30 % (dès le jour de la reprise les grévistes ont reçu un chèque de 440 F) ;
- retrait de la plainte en justice (une plainte avait été déposée pour « entrave à la liberté du travail »).

Ce n'est pas le Pérou, mais les ouvriers des Fonderies ont gagné beaucoup plus ; la conscience de la force de la classe ouvrière quand elle s'empare de ses propres armes. Ils ont pu voir qui sont leurs ennemis : le patron, les flics, les chefs réformistes des syndicats. Contre les dirigeants des UL et UD qui ont tout fait pour les isoler, ils ont brisé les barrières de la boîte et le 10 juin, 4 d'entre eux étaient à Reims.

« Les travailleurs des Fonderies de l'Authion ont montré qu'il était possible de briser l'intransigeance patronale par l'appel à la solidarité et en employant les méthodes de lutte propres à la classe salariée. Malgré la tentative de division et d'intimidation, ils ont conservé leur unité pour la victoire, qui n'est pas totale, certes, mais qui constitue un pas important pour les batailles futures » (communiqué de la section CGT des Fonderies).

Notre section locale se devait de participer activement au soutien de cette lutte : nos camarades ont notamment participé aux piquets et ont diffusé un tract sur plusieurs usines de la ville dans lequel les méthodes et l'exemple des ouvriers des fonderies étaient opposés aux grèves-bidon de 24 heures.

Presse du Parti

programme communiste

REVUE THEORIQUE

N° 73 (avril 77)

- Changhaï, avril 1927. Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme
- Le tournant des Fronts populaires (II)
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III)
- Idole de la « compétitivité », religion du taux de profit.

*

Communist program

N° 3 - May 1977

- China : The Bourgeois Revolution Has Been Accomplished, the Proletarian Revolution Remains to Be Made.
- Marxism and Russia.
- Force, violence and dictatorship in the Class Struggle (Part III).
- Angola : From the Victory of the Independence Movement to Bourgeois Normalization.
- A True Solidarity with Lebanon and South Africa.
- The Exploits of University Marxism (Concerning the works of Messrs. Baran and Sweezy).
- Party interventions : Italy, Algeria.

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le dimanche 10 juillet et en général le second dimanche de chaque mois, de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens, le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h, au café « A l'habitude » (Tour Perret).

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : les dimanches 19 juin, 3 et 17 juillet, de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : le samedi 2 juillet, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le samedi 2 juillet, et en général tous les premiers et troisième samedis de chaque mois, de 10 à 12 heures, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite = « Atelier ».

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926